

• (1.10 a.m.)

Pour eux, la situation n'a jamais été plus belle. Les syndicats du blé de la Saskatchewan, de l'Alberta et du Manitoba ont fait tant du boisseau entreposé dans les élévateurs régionaux, à la tête des Lacs, à Vancouver et ailleurs; ils n'ont jamais fait plus de bénéfices. Pourquoi s'opposeraient-ils au régime? Peu leur importe de vendre du blé. Leurs bénéfices n'ont jamais été plus élevés. Aucun député, aucun ministre, s'il est sincère—et à la place du nôtre je garderais le silence—n'oserait trouver à redire à la situation dans l'Ouest canadien. C'est le Pacte de famille, les gens en place, les libéraux établis. Voilà maintenant qu'un ministre doit faire face au problème. Oh oui, vous attaquez ces gens et ils dressent le programme. Mais le programme devrait être: soyons constructifs. Il ne faudrait pas dire aux cultivateurs de l'Ouest que des professeurs et des médecins ont dit sur le réseau CTV dimanche soir dernier qu'en 1975, il pourrait bien y avoir une famine dans le monde alors que le Canada possède tant de ressources!

Comment pourrais-je rester assis et garder le silence? Le ministre prétend l'avoir prouvé par des statistiques. Nous voulons tous gagner nos élections. Cela ne m'intéresse pas, mais l'Ouest, le Canada et même le monde, m'intéressent. Nous n'agissons pas. On nous dit qu'il y aura une famine. Mais le gouvernement, et un autre parti peut-être s'il avait été au pouvoir—nous ne sommes pas le gouvernement—aurait-il fait quelque chose. Notre parti l'aurait peut-être fait. Il est grand temps que quelqu'un prenne la parole et parle fort au sujet du commerce des céréales. Alors que les deux tiers de l'humanité souffrent de la faim, il est temps que le Canada, compte tenu de ses ressources, cesse d'être égoïste et de dire, nous ne cultiverons pas de blé parce que nous ne pouvons obtenir un certain prix, malgré toutes nos coopératives et nos syndicats du blé, toute cette infiltration, et que sais-je encore. Nous ne pouvons supporter ce genre d'attitude. Voilà pourquoi le ministre a un problème difficile. Il est temps d'ensemencer de blé toutes nos terres et d'en vendre le produit au monde.

C'est important, monsieur l'Orateur. C'est très important. C'est pourquoi je défendrai le gouvernement. Je défendrai ce parti. Mais je ne défendrai aucun partisan de la réduction des emblavures et des récoltes de blé. Nous pouvons vendre du blé et nous pouvons faire concurrence aux marchés mondiaux. Nous devons même leur faire concurrence...

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député, mais son temps de parole est expiré.

[M. Woollams.]

**M. Arnold Peters (Timiskaming):** Monsieur l'Orateur, en ma qualité d'habitant de l'Est, je me suis beaucoup intéressé à la discussion de ce soir. J'en approuve une grande partie. Certaines des remarques étaient certes plus importantes que d'autres, mais tout le monde s'inquiète beaucoup, à juste titre, du problème qui a surgi dans l'Ouest du Canada.

Je me suis demandé comment vous pourriez en faire l'application à l'Est de notre pays. Cela me rappelle un de mes collègues qui a déclaré l'autre jour que l'une des industries automobiles allait connaître de nombreuses difficultés, et je pensais précisément que si le ministre chargé de la Commission du blé était responsable de notre ministère de l'Industrie, il parlerait en ces termes aux gens d'Oshawa: «Il est difficile de vendre aujourd'hui des voitures, car presque tout le monde en possède une à la campagne. Certains en ont même deux. Ainsi nous allons fermer la General Motors. Cette mesure ne vous gênera certainement pas. Vous travaillez depuis bien des années, vous avez payé votre assurance-chômage. Ainsi, restez tranquillement assis et touchez vos prestations d'assurance-chômage. Nous ne fabriquerons pas de voitures cette année. Peut-être l'année prochaine.» C'est peut-être un principe de l'assurance, monsieur l'Orateur, mais je crois que certains travailleurs de l'Ouest du Canada, tout comme ceux de la General Motors, décideraient qu'ils voudraient peut-être travailler. Peut-être voudraient-ils fabriquer des voitures—c'est leur métier, leur gagne-pain, et ils voudraient continuer. Je suis sûr qu'il existe dans l'Ouest des gens qui pensent ainsi.

Monsieur l'Orateur, une autre chose qui m'a semblé intéressante, c'est que je décèle derrière la formule du ministre non pas sa propre intelligence, car elle évolue dans un domaine différent, mais celle de l'homme qui a conçu la politique laitière nationale. Si vous vous souvenez, rien dans la politique laitière nationale, rien n'était très important. Une subvention allait être versée à quiconque produisait du lait, et cela touchait le petit cultivateur qui écrémait son lait à la ferme autant que le producteur industriel qui fabriquait de la poudre de lait écrémé et autres sous-produits. Le lait excédentaire en provenance de l'industrie du lait nature était aussi subventionné.

Avant longtemps, l'excédent de lait nature a été réduit et le programme de subventions a été supprimé. Des choses intéressantes ont commencé à se produire. On a décidé de fixer un contingent fondé sur la production laitière de l'année d'avant. Si, l'année précédente, on n'avait pas atteint certaines limites, on ne pouvait faire de demande pour l'année courante, mais si on avait satisfait au contingent l'année précédente, on pouvait obtenir un